



ÉRIC PIOLLE
MAIRE DE GRENOBLE

Grenoble, le 18 JAN. 2018

**Mesdames et Messieurs, les Présidents
et membres des Unions de quartier des
habitants du Centre-Ville, de Notre
Dame et de Championnet-Bonne-
Condorcet-Hoche**

CAB/EP/OB/CP/2018-001

Ged: 2017/014281-2017/013546

uqund@free.fr

uhcv.grenoble@gmail.com

unionquartiercbc@gmail.com

Messieurs les Présidents, Mesdames, Messieurs,

J'ai pris connaissance avec une attention soutenue de vos derniers courriers.

Vous interrogez notre projet pour le centre-ville et nous alertez sur les nuisances sonores que vous subissez en les reliant à la question des bars, des terrasses et à celle de la consommation d'alcool.

Nous avons, à maintes reprises, échangé ensemble sur ces questions. Le 29 novembre dernier, Monsieur Antoine Back, conseiller municipal délégué au secteur 2, et moi-même avons relaté notre action en faveur de la tranquillité et communiqué des données chiffrées précises. A l'automne 2017, Madame Elisa Martin, 1^{ère} Adjointe en charge de la tranquillité publique, a répondu à l'Union de quartier Notre Dame par courrier de façon étayée à des questions très similaires à celles que vous nous envoyez de nouveau.

Dans ce contexte, souhaitant ne pas être trop redondant et parvenir à vous éclairer au mieux, voici résumées les grandes lignes de notre action.

Notre ambition est d'agir en faveur d'un centre-ville dynamique, non pollué, agréable à vivre pour toutes et pour tous, familles avec enfants, retraités, commerçants, étudiants, jeunes actifs etc.

Cette finalité implique que nous soyons fortement engagés sur les questions de tranquillité publique. J'épouse totalement votre avis sur ce point.

Il semble opportun de se remémorer le cadre juridique s'imposant aux collectivités. Se devant de respecter la législation en vigueur, la Ville n'a pas à se prononcer sur l'opportunité de l'ouverture d'un commerce ni à choisir le type de commerce qui s'installe. Bien sûr, le service urbanisme de la Ville vérifie le respect de la réglementation concernant l'urbanisme. Et si vous le désirez, vous pouvez examiner les autorisations délivrées en la matière qui sont consultables en mairie.

Concernant les terrasses, à Grenoble, l'instruction des demandes est réalisée de façon collégiale dans une instance qui regroupe les élus et les services municipaux et métropolitains concernés.

Cette instance a choisi de statuer uniquement après consultation des acteurs du secteur, notamment les Unions de quartier et les Unions commerciales.

.../...

Afin de diminuer les nuisances sonores vécues par les riverains, la Métropole et la Ville ont décidé courant 2017 de faire évoluer les règles d'attribution de terrasses.

De fait, les nouvelles autorisations ne sont délivrées que pour une durée limitée, qui est d'un an au maximum, afin de permettre des ajustements.

En outre, elles doivent désormais être pliées avant 23h.

En 2017, la police municipale a réalisé plus de 180 actions de contrôle des terrasses. Dans l'immense majorité des situations, les commerçants étaient en règle et nous continuons de mener de nombreuses opérations de contrôle pour prévenir et sanctionner tout dysfonctionnement.

Dans cette même optique d'apaisement, la Ville a développé un système de sonovigilance. Ce dispositif permet d'observer l'évolution nocturne des niveaux sonores et d'améliorer la réactivité des services et l'efficacité de l'action publique. Nous avons déployé des sonomètres en 2017 sur de nouveaux lieux suite aux sollicitations de l'Union de quartier Notre Dame et du collectif des Antiquaires. Je vous invite si vous avez de nouvelles suggestions sur ce point à en faire part au service hygiène et salubrité (hygiene-salubrite@ville-grenoble.fr) qui se tient à votre disposition.

Je vous suggère également de partager régulièrement votre expertise sur les questions de tranquillité avec le service prévention de la délinquance de la Ville (prevention.delinquance@ville-grenoble.fr). N'hésitez pas à saisir cette opportunité.

En 2017, plus de 40 verbalisations et plus de 400 patrouilles ciblées pour vérifier le respect de la réglementation sur le bruit ont été menées par les policiers municipaux sur vos secteurs. Ceci témoigne d'un très fort investissement de la municipalité pour lutter contre les nuisances sonores nocturnes dans les quartiers du centre-ville.

Cette action soutenue a permis d'alimenter des dossiers ciblant les établissements les plus problématiques et d'interpeller la Préfecture. C'est ainsi qu'ont été réalisées en 2017 plusieurs fermetures administratives : cela a concerné 3 fois des discothèques, 5 fois des bars et 3 fois des épiceries.

La Ville intervient aussi auprès de la Préfecture pour que soient apportées des solutions spécifiques dédiées aux sites les plus impactés par le bruit. Ainsi, suite à la saisie de la Préfecture par la Ville, l'Union de quartier Notre Dame et le collectif d'habitants des Antiquaires ont participé à une réunion le 20 novembre 2017 pour se pencher notamment sur les problématiques de la rue Auguste Gaché et de ses abords. Madame Elisa Martin a proposé de travailler sur un arrêté particulier sur ce secteur qui restreindrait les heures d'ouverture des commerces, solution pour laquelle nous avons reçu le soutien du collectif d'habitants du quartier des Antiquaires, mais non celui de l'Union de quartier Notre Dame. Nous continuons à œuvrer pour concrétiser cette proposition nouvelle et ciblée qui vise à améliorer le quotidien des riverains.

Pour clore sur la question des nuisances sonores pouvant être générées par des ouvertures tardives de commerces, je tiens à souligner deux derniers points. D'une part vous serez prochainement conviés en tant qu'Unions de quartier à une rencontre organisée par la Ville associant également l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie. D'autre part vous serez également associés cette année à la refonte de l'arrêté sur le bruit.

.../...

Enfin, vous avez évoqué vos doutes sur la volonté de la municipalité de limiter l'alcoolisation sur la voie publique et vos inquiétudes sur la santé des jeunes consommant de l'alcool.

Notre municipalité a renouvelé l'arrêté municipal interdisant la consommation d'alcool sur l'espace public en centre-ville et l'a élargi à de nouvelles rues. Nos agents le font appliquer en alliant fermeté et discernement. En 2017, plus de 220 procès-verbaux en lien avec la consommation d'alcool ont été dressés par la police municipale en centre-ville (*90% d'entre eux en application de l'arrêté municipal que nous avons pris et 10% en application de la législation nationale sur l'ivresse publique manifeste*).

Au-delà du renforcement de notre action coercitive, nous agissons en prévention. Précisons, afin d'apporter sur ce sujet des éléments exhaustifs et nuancés au plus proche de la réalité, que les jeunes en France consomment en moyenne moins fréquemment de l'alcool et sont moins sujets à l'addiction à l'alcool que les plus âgés. Cependant, l'alcoolisation ponctuelle importante est un comportement répandu chez les jeunes dont vous subissez les impacts et une réponse en termes de santé publique est nécessaire. Aussi, fin 2017, la Ville a lancé un appel à projet expérimental visant à développer des actions de réduction des risques liés à l'alcool auprès des jeunes en milieu festif. Les premières actions ont déjà eu lieu, notamment au Jardin de ville, et d'autres sont prévues en ce début d'année 2018 en particulier près de la place Notre Dame. Notre mobilisation sur le sujet est donc entière et s'exprime par des mesures très concrètes.

Je partage votre mécontentement face à certains comportements incivils qui nuisent à la tranquillité en ville. Je vous assure toutefois que notre engagement est effectif, consistant et déterminé.

Restant à votre écoute, je vous prie de croire, Mesdames et Messieurs, les représentants des Unions de quartier des habitants du Centre-Ville, de Notre Dame et de Championnet-Bonne-Condorcet-Hoche, à l'expression de mes salutations les meilleures.

Eric PIOLLE


